

## **Ubu prend l'hélicoptère monétaire** **Jean-Marie Harribey**

28 avril 2016

<https://blogs.mediapart.fr/les-economistes-atterres/blog/280416/ubu-prend-l-helicoptere-monetaire>

Il fut un temps où la recette keynésienne d'une politique budgétaire couplée avec une politique monétaire en cohérence donnait des résultats dont profitait le capitalisme en lui évitant des soubresauts trop violents. C'était l'époque où les gains de productivité du travail étaient élevés et où les mouvements des capitaux étaient assez strictement encadrés. Le néolibéralisme a fait éclater ce mode de fonctionnement.

### **La politique économique d'Ubu**

L'économiste monétariste Milton Friedman, tout en menant son travail de sape contre l'action de l'État, avait cependant compris qu'il fallait éviter la déflation. D'où sa métaphore de la monnaie lâchée par hélicoptère sur les individus qui bénéficieraient ainsi d'une sorte d'impôt négatif, variante de l'allocation universelle.<sup>1</sup> L'idée fut reprise en 2002 par le président de la Réserve fédérale (FED), Ben Bernanke. Puisqu'elle consiste à injecter de la monnaie nouvelle dans l'économie, l'idée a quelque parenté avec le *quantitative easing* (assouplissement monétaire) pratiqué depuis la crise de 2007-2008 par la FED, puis par les autres banques centrales, dont la Banque centrale européenne (BCE). Sauf que l'hélicoptère actuel des banques centrales est dirigé vers les banques ordinaires, les compagnies d'assurances, les fonds de pension et autres institutions financières, et non vers les individus ou les budgets publics. Plutôt que de permettre une impulsion budgétaire honnie, les libéraux, tout en affichant une orthodoxie en matière de politique monétaire, envoient dans les airs l'hélicoptère monétaire.

Mais, quand on cadenasse la politique budgétaire, soit en diminuant la fiscalité pesant sur les riches pour mieux justifier une baisse des dépenses publiques, soit en diminuant directement celles-ci, l'économie se contracte, raréfiant les occasions d'investir des secteurs marchand et non marchand. Dès lors, les liquidités injectées par les banques centrales tombent dans un puits sans fond, une trappe à liquidités disait Keynes, ou, pire, sont dirigées vers la spéculation qui gonfle les bulles financières.

Ainsi, la BCE rachète des titres aux banques avec la monnaie qu'elle injecte, mais il lui est interdit de les acheter directement aux États, obligés de passer par les marchés financiers et toujours sous la menace d'une hausse future des taux d'intérêt. Certes, ceux-ci sont très bas aujourd'hui, voire nuls. Pourquoi alors ne pas permettre à la banque centrale de prêter gratuitement au Trésor public ou bien remettre à l'ordre du jour un circuit du Trésor indépendant des marchés financiers, comme c'était le cas après guerre ? Parce qu'il faut à tout prix qu'existe un marché privé de la dette publique et que soit supprimée toute possibilité de monétiser les déficits publics, c'est-à-dire de créer directement de la monnaie centrale afin que les collectivités publiques puissent investir pour l'avenir, au prétexte que, selon les monétaristes, il existerait un risque inflationniste.

C'est Ubu II : moi banquier, je prête aux États à des taux bas qui induisent une montée du cours des obligations, que je revends à d'autres institutions financières ou à la banque

---

<sup>1</sup> M. Friedman, « The Optimum Quantity of Money », dans *The Optimum Quantity of Money and Other Essays*, Chicago, Aldine, Publishing Company, 1969. Friedman abandonnait-il ainsi son idée que la politique monétaire était neutre à long terme ? Non, mais la contradiction interne au monétarisme apparaît alors : la politique monétaire ne sert à rien si elle entoure un verrouillage de la politique budgétaire. Telle est l'opposition entre Friedman et Keynes : pour ce dernier, politiques monétaire et budgétaire doivent être couplées.

centrale, puis je recommence car je sais que j'ai de la monnaie toute fraîche en réserve sur mon compte à la banque centrale. Toi le banquier central, tu continues de m'arroser, laissant ce couillon d'État consentant tirer la langue, qui viendra forcément à ma fontaine. Et j'irai planquer mes bénéfices à Panama.

La bourgeoisie financière est incapable de mettre un terme à cet engrenage ubuesque parce que le capitalisme ne peut satisfaire des besoins sociaux qui ne rapportent pas assez au regard des exigences standard de rentabilité. Le capitalisme est en crise et la politique économique est interdite. Résultat ? Ah, mais... il reste à défaire le droit du travail...

## **La monnaie descendue du ciel<sup>2</sup>**

La suraccumulation de capital et la surproduction sont partout dans le monde : tous les grands secteurs industriels et l'agriculture sont touchés, faute de demande solvable. Et les banques centrales inondent les circuits financiers de monnaie nouvelle. Malgré cette overdose de liquidités qui ne sert qu'à spéculer ou, dans les grandes entreprises, qu'à racheter leurs actions, le capitalisme est entré dans une nasse : les gains de productivité du travail sont devenus faibles et minent la rentabilité du capital, au moment où le pillage de la nature atteint lui aussi ses limites.

Parce que, au plan global, les profits réels ne peuvent venir que de l'exploitation de la force de travail, la machine s'enraye et la bourgeoisie s'affole : Mario Draghi a même déclaré que le *quantitative easing for people* « était une idée intéressante mais qu'il ne l'avait pas encore étudiée »<sup>3</sup>. Serait-il tombé dans le chaudron keynésien ou celui du revenu inconditionnel ? Ne se moquerait-il pas plutôt de ceux qui guettent sa parole divine, faisant et défaisant l'humeur des marchés financiers ?

La politique monétaire et la monnaie elle-même restent mystérieuses pour les citoyens. Au point que beaucoup de partisans du revenu d'existence reprennent l'idée de l'argent directement versé au peuple, qui recycle pourtant les apories de l'idéologie économique dominante sur la monnaie.

Circule d'abord la croyance que la création monétaire serait néfaste car elle naît d'une dette. Mais toute monnaie est une dette, et cela doublement : elle est un engagement de l'institution qui l'a émise par un crédit d'honorer les paiements de son utilisateur, et ce dernier promet de la rembourser. La critique justifiée du profit capitaliste ne conduit pas à condamner le principe même de la création monétaire indispensable à tout développement économique, qu'il soit capitaliste ou socialement utile, ou que les banques soient privées ou publiques.

Les pratiques bancaires capitalistes étant nocives, les choses changeraient-elles si la BCE distribuait quelques centaines d'euros par mois à chaque citoyen au lieu d'échanger 80 Mds€ contre des titres possédés par les banques, ou si toute la création monétaire était centralisée à la banque centrale ? Le problème à résoudre resterait entier : comment affecter la monnaie au financement d'une production utile pour la société ? La pauvreté ne sera pas vaincue en lâchant des billets du ciel, mais en transformant la production, l'organisation du travail, le temps de travail et la répartition des revenus issus de la production.

Le capitalisme est devenu hors-sol : la « planche à crédit », c'est-à-dire l'hélicoptère pour le capital, nous mène au chaos. Mais un hélicoptère pour le peuple laisserait de côté l'essentiel : la transformation des rapports de production, qui ne découle pas de la direction prise par l'hélicoptère, fût-ce vers les consommateurs. La monnaie est une institution sociale pour accompagner les choix collectifs de production. D'où l'importance d'avoir un assouplissement monétaire en contrepartie d'investissements de transition vers un autre modèle de développement humain, dans le cadre d'un système bancaire entièrement socialisé.

---

<sup>2</sup> La seconde partie de cet article a été publiée par *Politis*, 7 avril 2016.

<sup>3</sup> Déclaration du 10 mars 2016, démentie sans rire cette fois le 21 avril 2016.